

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
BP 177  
51085 REIMS CEDEX 2

Reims , le 21/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **M H C S**

ZAC Saint Léonard  
51500 ST LEONARD

Références : SM3 NG/IG D3i 2022-212

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement M H C S implanté ZAC Saint Léonard 51500 ST LEONARD . L'inspection a été annoncée le 15/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- M H C S
- ZAC Saint Léonard 51500 ST LEONARD
- Code AIOT dans GUN : 0003012008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société MHCS est autorisée à exploiter sur son site « VCP Comète » situé dans la ZAC de la commune de Saint-Léonard, des installations de préparation et de conditionnement de vin de champagne pour une capacité maximale de 210 000 hl.

Ce nouveau site industriel, d'architecture évolutive, accueille progressivement les activités de cuverie, tirage, remuage, dégorgement, habillage et une partie des caves du site Veuve Clicquot des Crayères, qui restera voué aux visites. Il répond aux évolutions des marchés en progression, et a été construit de manière conforme aux derniers standards en termes de qualité, de sécurité et respect de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des eaux ;
- gestion des déchets ;
- prévention des risques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14 et 25	/	Sans objet
Pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	/	Sans objet
Gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 à 34	/	Sans objet
Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55 et 56	/	Sans objet
Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	/	Sans objet
Opération de détartrage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	/	Sans objet
Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en exploitation de l'établissement est récente. Les prescriptions contrôlées lors de la visite n'ont pas fait l'objet de remarque particulière. L'exploitant a mis à disposition tous les documents demandés et a répondu aux sollicitations de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### **Nom du point de contrôle :** Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14 et 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan, RIA, extincteurs, poteaux, réserve incendie, sprinkler, désenfumage, alarme + registre des vérifications de maintenance
<b>Constats :</b> Les plans des locaux et les consignes de sécurité sont affichés sur l'ensemble du site. Les équipements et dispositifs de sécurité, répartis sur l'ensemble du site en interne et en externe, ont été vérifiés en novembre 2021 et par sondage lors de la visite. Un plan d'action permet de suivre les anomalies et d'effectuer les corrections du réseau électrique, soit par l'équipe de maintenance interne, soit par des sociétés externes agréées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Rétention, stockage, obturation du réseau de collecte
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'une réunion est programmée en avril 2022 afin d'évoquer et de mettre en place une consigne permettant l'isolement du réseau de collecte des eaux d'incendie en cas de sinistre. La procédure mise en place sera transmise à l'issue de la réunion. Le stockage des produits dangereux est situé dans la zone dédiée aux déchets. Les produits sont sur rétention et sur sol béton, lieu fermé à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consigne de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Affichage, formations et information du personnel
<b>Constats :</b> L'accès au site est contrôlé par du personnel Sécuritas, des caméras infrarouge sont reliées au poste de garde. Les salariés accèdent avec un badge individuel. Les consignes de sécurité indiquant les procédures à suivre sont affichées sur l'ensemble du site. L'exploitant précise qu'une formation incendie est proposée pour les salariés volontaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 à 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan des réseaux + Fiche de suivi nettoyage des décanteurs/séparateurs + attestation de conformité + bordereau de suivi de traitement des déchets
<b>Constats:</b> Les plans permettent de visualiser les réseaux distincts de collecte des eaux usées et pluviales. Les effluents sont dirigés vers la station de neutralisation du site avant rejet dans le réseau communal du Grand Reims. Des vannes automatiques permettent d'obturer le réseau d'évacuation en cas de sinistre. Elles sont vérifiées 2 fois par an par l'entreprise Gayet. L'exploitant indique que les vannes de la cuverie se ferment automatiquement la nuit. Des bassins de phytoremédiation permettent de filtrer les eaux de pluies de toitures et de voiries d'éventuelles pollution. Le site n'est pas équipé de séparateur d'hydrocarbure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55 et 56
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tri 5 flux et condition de stockage
<b>Constats :</b> Des bennes pour chaque type de déchet sont situées sur une zone définie. Le tri 5 flux est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Registre + bordereau de suivi + attestation de valorisation
<b>Constats :</b> Le registre des déchets, mis en place début 2022, est conforme à la réglementation. L'exploitant indique que les premières collectes viennent de débiter et que les attestations de valorisation seront demandées au prestataire, VEOLIA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opération de détartrage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recyclage des solutions alcalines
<b>Prescription contrôlée :</b> Registre des opérations de détartrage
<b>Constats :</b> Le registre des opérations de détartrage est existant. Il sera complété lors de la première opération de détartrage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures pH/ DCO/MES/DBO5
<b>Constats :</b> Le dernier rapport d'analyse des eaux résiduaires transmis ne montre pas de dépassement de VLE. L'analyse des eaux pluviales est prévue courant mars 2022, l'exploitant propose de transmettre les résultats. Un tableau partagé de suivi des opérations de surveillance et de maintenance est mis en place, il permet d'avoir une vision globale des contrôles ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet